

BioSoc – Bulletin sur la Biodiversité et la Société

Points saillants de la recherche sur la biodiversité et la société, la pauvreté et la conservation

ÉDITION 26 : MAI 2008

LA CONSERVATION COMMUNAUTAIRE PEUT-ELLE SURVIVRE L'INSTABILITE POLITIQUE ?

Il n'y a pas si longtemps, l'initiative CAMPFIRE au Zimbabwe était mise en avant comme un modèle de conservation communautaire. Il ne fait aucun doute qu'elle a inspiré et éclairé maints efforts de conservation communautaire dans toute l'Afrique australe et même dans le monde entier. Mais comment est-elle sortie de la crise économique et politique au Zimbabwe ? Everisto Mapedza explore le sort de l'initiative CAMPFIRE et de la cogestion des forêts domaniales au Zimbabwe pour tenter de comprendre la résistance des institutions communautaires face à un climat d'instabilité nationale.

L'étude révèle – ce qui n'a rien de surprenant – que le nombre d'animaux sauvages recule et que leurs habitats se détériorent – aussi bien en terme de qualité qu'en termes de superficie. Ceci est dû, pour une large part, à l'effondrement du pouvoir de maintien de l'ordre des institutions locales et des structures propices à la conservation de la biodiversité. En particulier, l'étude constate une tendance envers une recrudescence de l'exploitation illégale des animaux sauvages – soulignant que la chasse à l'éléphant est revenue au braconnage pour le commerce de l'ivoire plutôt que pour la vente de viande et que des rapports officieux signalaient que ce braconnage étant en grande partie organisé par des représentants des forces armées ou des individus ayant de solides connexions politiques. Alors que l'inflation prend des proportions gigantesques et du fait du retrait du soutien des bailleurs, les incitations en faveur de la conservation se sont également essouffées, de sorte que l'on constate un empiètement de plus en plus fréquent sur les terres protégées par les agriculteurs et les éleveurs. Là où il existe encore une possibilité de capturer des avantages financiers – par exemple, auprès de quelques chasseurs de trophées ou de touristes insatiables – les institutions de gestion des ressources ont immanquablement été l'objet d'influences politiques, de sorte que les avantages ont fini entre les mains de l'élite politique.

Néanmoins, malgré toutes ces difficultés, les institutions locales semblent survivre et l'auteur y voit un motif d'espoir ; il en vient à formuler des recommandations pour renforcer ces institutions de façon à ce qu'elles soient mieux placées pour redynamiser la conservation communautaire une fois qu'une certaine forme de gouvernance démocratique aura été rétablie, à savoir :

- Accroître le flux direct de bénéfices en faveur des communautés locales – par exemple en établissant un lien direct entre les institutions communautaires et les opérateurs de safari au lieu d'avoir à passer par une collectivité locale.
- Donner aux communautés locales de plus grands pouvoirs pour régler rapidement et efficacement le cas des animaux qui posent problème, directement et sans avoir à faire intervenir la bureaucratie des autorités locales – lesquelles sont, de toute façon, de plus en plus souvent confrontées à des contraintes de transport et incapables de réagir.
- Réévaluer l'équilibre entre les animaux sauvages et le bétail afin de répondre de façon plus réaliste aux préoccupations immédiates soulevées pour les moyens de subsistance et mettre au point une approche plus intégrée en matière d'aménagement rural durable.
- Restaurer le soutien des bailleurs aux institutions communautaires locales afin d'étayer la résistance dont elles ont fait preuve à ce jour et de renforcer leurs capacités pour une gestion plus large des ressources naturelles.

La conservation peut sembler sans importance en situation de crise, mais il convient de partir du principe que la stabilité finira par être rétablie. Lorsque ce sera le cas, les institutions au niveau local seront probablement les mieux placées pour recoller les morceaux.

SOURCE

Mapedza, E (2007). Keeping Campfire Going: Political Uncertainty and Natural Resource Management in Zimbabwe. Gatekeeper Series No 133, IIED, Londres

Le rapport peut être téléchargé en tapant : <http://www.iied.org/pubs/display.php?o=14554IIED>

Toute demande de renseignement est à adresser à Everisto Mapedza : e.mapedza@CGIAR.org

Pour obtenir un complément d'information sur la collection *Gatekeeper* de l'IIED, veuillez taper www.iied.org/NR/agbioliv/gatekeepers/index.html

BIOSOC

BioSoc est une publication du Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation (Poverty and Conservation Learning Group – PCLG) préparée chaque mois par Dilys Roe. Si vous connaissez une publication récente qui examine les liens entre la conservation et la pauvreté et si vous souhaitez qu'elle soit mentionnée dans BioSoc, veuillez en adresser un exemplaire à dilys.roe@iied.org. Pour faire l'objet d'un compte rendu, les publications doivent être accessibles gratuitement sur Internet.

Pour obtenir un complément d'information sur le PCLG, veuillez contacter pclg@iied.org

POVERTY AND CONSERVATION LEARNING GROUP (PCLG)

Le PCLG entend partager des informations fondamentales, mettre en valeur des nouvelles recherches importantes et promouvoir l'apprentissage sur les interactions entre pauvreté et conservation. Pour obtenir un complément d'information, consultez www.povertyandconservation.info

SI VOUS NE SOUHAITEZ PLUS RECEVOIR BIOSOC

Veuillez adresser un courrier électronique à BioSoc@iied.org en tapant UNSUBSCRIBE dans la ligne d'objet.